

BLACK MONDAY : 13 avril 2026, une journée noire pour la Fonction Publique et la FPH !

Ce 13 avril 2026, la Fédération FO des personnels des Services Publics et des Services de Santé (FO-SPSS) a participé à plusieurs rencontres importantes :

- Avec le cabinet du ministre de la Fonction Publique dans le cadre d'un groupe de travail sur la carrière et la rémunération des fonctionnaires ;
- Avec le cabinet de la ministre de la Santé, auprès duquel nous avons sollicité un rendez-vous depuis plus d'un mois.

Nous pourrions résumer la journée par l'expression : « **circulez, il n'y a rien à (a)voir !** ». En invoquant la situation internationale, l'inflation, la guerre et les déficits budgétaires, les occupants de Bercy et de l'avenue Duquesne ne nous ont laissé aucune perspective favorable aux revendications que nous portons ! Malgré la situation critique, voire intenable pour de nombreux agents publics, le gouvernement n'entrevoit aucune négociation sur les carrières ou les salaires pour 2026 et 2027, repoussant l'échéance à celle de la future élection présidentielle.

Pour ne prendre que les quatre dernières années (2022 à 2025), l'inflation cumulée (INSEE) a engendré une perte de pouvoir d'achat de 15 %, alors que le point d'indice n'a été revalorisé que de 5 % ! Le calcul est simple, il parle de lui-même et ne souffre d'aucun appel : inadmissible pour tous les agents publics !

Avec environ 2 % d'inflation en juillet 2026, le rattrapage automatique du SMIC aura pour conséquence que tous les agents publics de la catégorie C et jusqu'au 5^{ème} échelon de la catégorie B, seront payés au SMIC ou en-dessous, et à ce moment-là compensé par une indemnité différentielle permettant de les rétribuer à la hauteur du salaire minimum.

Réponse du ministre de la Fonction Publique et de celui des Finances : « on n'a rien à mettre sur la table ! ».

Cette situation est intolérable, irrespectueuse et insupportable pour des agents qui, journallement, assure leurs missions de service publique sans faillir !

Au même moment, alors que ce même gouvernement a revu à la hausse tous les salaires de la haute fonction publique, cette réponse a de quoi indigner les syndicalistes FO que nous sommes ! Quand il n'y a plus d'argent, c'est pour tout le monde pareil.

Lors de notre rendez-vous avenue Duquesne, au ministère de la Santé, cerise sur le gâteau : nous déclinions avec le cabinet de la ministre de la Santé, l'ensemble des revendications catégorielles que nous portons (cf. courrier joint) et là, la réponse est sans appel : Matignon ne donnera pas d'argent pour la Santé ! Étrange lorsque, le jour même, la ministre de la Santé trouve une enveloppe pour revoir à la hausse la rémunération des gardes et astreintes des Professeurs de médecines (PUPH) !

Inquiétant lorsque ce même ministère, depuis des semaines, est incapable de nous indiquer les limites de l'enveloppe financière qui sera mise sur la table pour assurer le financement de la mise en œuvre de la protection sociale complémentaire (PSC) des hospitaliers !

Ce gouvernement a décidé de sacrifier les agents publics, et une nouvelle fois les hospitaliers paieront le tribut le plus cher. Après avoir attendu pendant des années la PSC, celle-ci risque d'être la portion congrue, bien loin des déclarations de la ministre de la Santé qui est incapable d'obtenir de Matignon et de Bercy des moyens à la hauteur des enjeux !

Dans quelques jours à Dijon, aura lieu le Congrès des syndicats de la Confédération Force Ouvrière. Tous ces sujets y seront certainement abordés. Une réponse forte et collective devra être proposée pour combattre efficacement la politique du gouvernement Macron-Lecornu envers les services publics et, plus particulièrement, ses agents.

Le Secrétariat Fédéral

Paris, le 14 avril 2026

Fédération des Personnels
des Services Publics et
des Services de Santé
Force Ouvrière

www.fo-publics-sante.org
fo.sante-sociaux@fosps.com
fo.territoriaux@fosps.com

Tél. : 01 44 01 06 00

153 - 155 rue de Rome
75017 PARIS